

M. Franck : J'allais justement dire en réponse à Brian qu'un état d'âme est le seul État qui vaille quelque chose. Quant aux organisations régionales, pour bon nombre d'entre elles, il faut beaucoup d'imagination pour les qualifier de régionales. Toute organisation qui s'intitule ainsi et qui comprend la Turquie et la Colombie-Britannique est manifestement une drôle d'organisation régionale, et on peut en dire autant de toutes celles qui regroupent la Turquie et l'Irlande, ou la Malaisie et l'Égypte. La notion d'organisation régionale s'est diluée. En fait, il vaudrait beaucoup mieux de parler de communauté d'intérêts.

En outre, l'OUA ne s'est pas révélée inutile. Le conflit entre le Tchad et la Libye, dont je m'occupe actuellement, a été soumis à la Cour internationale grâce aux pressions exercées par l'OUA. Ni les Libyens ni les Tchadiens n'estimaient que c'était la façon idéale de trouver une solution mutuellement satisfaisante à leur différend. C'est finalement la proposition de l'OUA qui a prévalu, puisque les parties ont accepté de négocier pendant une année, puis, en cas d'échec, de s'en remettre au jugement de la Cour internationale. Il y a donc dans l'OUA une sorte de force, ce qui n'est pas négligeable.

M^{me} Ward : J'aimerais poser une question à Monsieur l'Ambassadeur Moussa, encore que je redoute une réponse assez pessimiste. Il est beaucoup question du fait qu'une fois la guerre du Golfe terminée, il faudra planifier non seulement des opérations de maintien de la paix, mais peut-être aussi une limitation des armements. À votre avis, quelques-uns sont les chances de voir ce genre de plan réussir ?

M. Moussa : Eh bien, merci de me poser une question si épineuse. Tout accord relatif à la limitation des armements, au désarmement ou à la non-prolifération des armes nucléaires doit engager tous les pays, et notamment Israël. Nous ne pouvons, même maintenant, accepter l'idée que l'Irak, en raison du conflit qui l'oppose au Koweït, soit soumis à certaines obligations comme de limiter ou d'éliminer ses armements chimiques, biologiques ou autres ou encore qu'il doive se soumettre à une supervision à ce propos, alors qu'Israël ne subirait aucune forme de contrôle. Toute espèce d'armements de destruction massive devrait être bannie de la région. Tout système de non-prolifération doit donc viser les armes nucléaires, de manière qu'Israël soit tenu de se conformer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

M^{me} Ward : Israël est tout sauf prêt à accepter cela, mais quelle est, selon vous, la tendance de l'opinion dans les États arabes ?

M. Moussa : Peut-être lisez-vous entre les lignes que certains pays arabes, de petits pays, qui ne

se soucient pas vraiment de ce que possède présentement Israël, sont préoccupés par le cas de l'Irak. Cependant, si vous poursuivez votre raisonnement, vous conviendrez qu'un système de sécurité ne saurait être instauré dans la région sans la participation d'Israël, sans un contrôle des armements que ce pays possède. Pour qu'un système soit viable au Moyen-Orient, aucune de ses principales puissances, arabe, perse, turque ou juive, ne peut en être exclue.

M^{me} Ward : Ce que vous dites, en fait, c'est qu'une fois la crise du Golfe terminée, il ne pourra y avoir d'accord de limitation des armements dans la région si l'on ne convoque pas une conférence internationale pour régler les autres problèmes.

M. Moussa : En effet, Israël refusera certainement et les États arabes probablement de s'asseoir autour d'une même table pour parler de limitation des armements, si le problème palestinien n'est pas réglé, que dis-je, si l'on a pas au moins engagé un processus de règlement de la question palestinienne. Une fois un processus de paix viable amorcé, on pourra commencer à discuter des systèmes d'armements et d'autres sujets.

« Les membres permanents
du Conseil ont intérêt à ne pas faire de vagues (surtout les
Anglais et les Français, qui risquent de perdre leur
place privilégiée). »

M. Wood : Les puissances que l'on qualifie assez librement de moyennes ont-elles une responsabilité particulière à assumer ? À l'époque de la rédaction de la Charte, la question des membres non permanents du Conseil de sécurité avait été longuement débattue. L'idée qu'un groupe d'États, autres que celui des membres permanents, se voit conférer certaines responsabilités pose une difficulté quant au fond, puisque tous les États membres sont supposés égaux en tous points.

M. Urquhart : Cela a été un point de vue extrêmement important, quoique officieux, de la dernière période très fructueuse qu'a connue l'ONU, à savoir l'époque de Hammarskjöld. Celui-ci a rayonné partout dans le monde grâce aux rapports très étroits, presque personnels, qu'il avait noué avec ce que vous appelez les puissances moyennes. Il a entretenu une relation privilégiée avec Mahmoud Fawzi, ministre égyptien des Affaires extérieures, de 1953 à 1962. En outre, ses rapports avec Mike Pearson et Nehru étaient exceptionnels et il entretenait une correspondance suivie et détaillée avec nombre de dirigeants de ce que vous appelez les puissances moyennes. C'est elles qui lui apportaient certainement un de ses appuis les plus importants. À mon sens, nous

avons là une formule utilisable, à condition de ne pas l'enterrer.

M. Moussa : Je crois que l'idée devrait être relancée et ce, très bientôt, maintenant qu'il est beaucoup question du nouvel ordre mondial et que l'ère «bi-polaire» est révolue. Nous avons désormais une superpuissance, puis derrière elle, d'autres grandes puissances et enfin, le tiers-monde. De toute façon, qu'entend-on par le Nord ? Les cinq plus grandes puissances, les sept États les plus riches, ou les douze de l'Europe communautaire. Quant au Sud, il est totalement dépourvu de superpuissances ou de centres de pouvoir. Certains d'entre nous ont donc eu cette idée de «puissances moyennes», car il fallait placer, entre le Nord et le Sud, l'Inde et l'Égypte, le Brésil, et l'Argentine et l'Indonésie – des pays responsables qui feraient le lien entre les deux mondes. Imaginez donc ce qu'aurait été le Conseil en 1990, quand le conflit du Golfe a éclaté, si les puissances moyennes y avaient été encore mieux représentées. Le débat aurait peut-être été différent et très responsable.

M. Urquhart : Ce qui est difficile à l'ONU, c'est d'arriver à un débat sérieux sur des questions essentielles, alors que ce serait fort utile.

Supposons, un instant, que nous sommes à un tournant historique, ce que tout le monde s'accorde à nous dire, alors il est extrêmement important, à mon sens, de discuter sérieusement, mais je doute énormément que nous en prenions le chemin avec la superpuissance restante ou avec tout autre membre permanent du Conseil de sécurité. Tous ont intérêt à ne pas faire de vagues, surtout les Britanniques et les Français, qui risquent de perdre leur place privilégiée. En revanche, il y a les puissances moyennes que je qualifie de pays sensés. Quelqu'un d'extraordinaire les a mobilisées autrefois avec une réussite remarquable. Hammarskjöld travaillait ainsi et, par son action, il a su infléchir de façon durable les institutions en place.

Il existe maintenant un groupe nombreux de ces pays sensés désireux de réformer l'organisation et sa direction. Ce groupe de pays a beaucoup évolué au cours de l'année écoulée. Il est formé de représentants permanents très intelligents et actifs, dont deux se trouvent parmi nous aujourd'hui.

J'ignore s'il est possible d'entamer ce genre de conversation sur les questions dont nous avons parlé ici aujourd'hui. Je maintiens que si elle n'a pas lieu, il y aura une énorme part de tromperie dans toute l'autosatisfaction que nous tirons de ce qu'accomplit actuellement l'ONU. Nous ne serons pas plus préparés à la prochaine crise que nous ne l'étions à celle-ci. Il n'est pas bon pour les États-Unis d'être toujours en première ligne.